

«Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise» :

Présentation succincte d'un projet de recherche scientifique

par Corinne SCHROEDER et Michel KOHL



Source : Archives ARBED

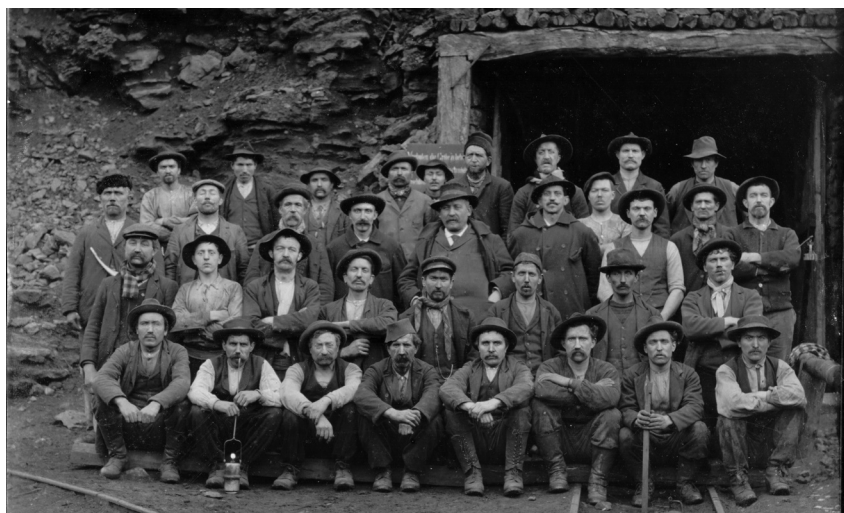
La reconversion des friches industrielles à Belval a donné naissance à un certain nombre d'initiatives – publiques et privées – visant chacune à mettre en exergue à sa façon l'activité industrielle qui a fait la fortune du Bassin minier et au-delà, du pays entier. Il n'est en effet nul besoin d'y insister longuement : bien davantage que dans les autres États du monde occidental industrialisé, la sidérurgie domine de bout en bout l'histoire du Grand-Duché dès le dernier tiers du XIX^e siècle. N'est-ce pas précisément l'éclosion de cette branche d'activités qui a permis de transformer une pauvre contrée agricole en une nation qui aujourd'hui compte parmi les plus riches du globe? En offrant un gagne-pain à des milliers d'hommes, l'extraction des minettes et leur transformation en fonte, puis en acier, n'ont pas seulement permis de préparer l'ascension sociale des classes ouvrières ; elles ont encore transformé une terre d'émigration en un pôle d'immigration en posant la pierre angulaire de la société multiculturelle si caractéristique du Luxembourg actuel. Du reste, le paternalisme pratiqué d'antan par les maîtres de forges

se trouve à l'origine de notre système étoffé d'assurances sociales et de protection légale des travailleurs, tout comme l'aisance relative du prolétariat a généré un esprit du consensus tout particulier qui se reflète également sur le plan de la politique générale tant intérieure qu'extérieure. Et on pourrait continuer la longue liste des impacts multiformes de l'industrie lourde,

sans oublier – bien entendu – que ce furent les métallurgistes qui placèrent le Luxembourg sur la mappemonde, à commencer par les nombreux ingénieurs luxembourgeois travaillant à l'étranger, de la Chine jusqu'en Amérique latine, en passant par les agents commerciaux de la Columéta et de la Sogéco qui firent longtemps figure de « diplomates » jusqu'au rôle éminent joué par Émile Mayrisch à la tête de l'Entente Internationale de l'Acier des années vingt.

Aussi paraît-il essentiel de transmettre aux générations futures la mémoire des légions d'ouvriers d'usine, de mineurs de fond, d'ingénieurs, d'architectes, de directeurs, d'investisseurs, de syndicalistes et autres acteurs qui ont bâti ce formidable patrimoine industriel grâce auquel un petit pays est parvenu à se forger une grande destinée. Tel est précisément l'objet des travaux scientifiques que se proposent de réaliser les collaborateurs du projet Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise initié par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et approuvé, le 9 février 2007, par le Conseil de gouvernement. Soutenu par

Source : Collection Marcel KLEIN





Source : Fonds ARBED, ANLux

le groupe ArcelorMittal, ledit projet est également patronné par le Ministère d'État. Il est placé sous la direction conjointe des Archives nationales de Luxembourg et du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman à Clausen.

Les principaux objectifs poursuivis par le projet sont au nombre de quatre.

Le premier concerne la collecte et la conservation de toutes sortes d'archives industrielles en général, et des archives de la sidérurgie et des exploitations minières en particulier. Il est à noter sous ce rapport qu'une bonne partie des anciennes correspondances de l'Arbed, de la Hadir et de la Minière et Métallurgique de Rodange ont déjà été transférées aux Archives nationales où leur remise en état et leur indexation vont bon train. Ce fonds – un véritable trésor pour qui-conque s'intéresse de près aux forges du pays – est actuellement composé de 4,5 km linéaires de documents, de 12.000 plans et de plusieurs centaines de photographies en provenance des différents sites de fabrication. Il est complété par d'autres versements privés, à l'instar de celui effectué par l'Association Luxembourgeoise des Ingénieurs, Architectes et Industriels (ALIAI), qui a légué aux Archives nationales environ cinq cents livres issus de la fameuse bibliothèque technique de l'ingénieur luxembourgeois Guillaume J. Kroll, ou du dépôt, au Centre Robert Schuman, des dossiers dont s'était jadis servi le directeur du Service administratif et social de l'Arbed, Jules Pauly, lors de la négociation du traité de Paris instaurant la CEEA. D'autres apports d'archives privées, ou du moins la signalisation de leur exis-

tence aux conservateurs compétents des Archives nationales seraient, cela va de soi, bienvenues. Cette remarque vaut en particulier pour des sociétés comme les Hauts-Fourneaux de Rumelange par exemple, ou les exploitations minières privées à propos desquelles, faute de sources, nos connaissances sont malheureusement quasi nulles.

Le deuxième grand axe du projet Terres rouges vise à sauvegarder la mémoire des différents acteurs du monde sidérurgique moyennant des interviews enregistrées. Les témoignages vivants de tou(te)s ceux et celles qui œuvrèrent ou œuvrent dans les mines, les usines ou les bureaux des sociétés sidérurgiques permettent en effet aux générations futures de revivre l'histoire. Ils constituent par ailleurs une source d'information historique des plus riches et des plus importantes en l'occurrence pour certains aspects de la vie quotidienne au travail qui, autrement, nous échapperaient à jamais. Partant, le Ministère de la Cultu-

re, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a embauché deux jeunes chercheurs – Corinne Schroeder et Michel Kohl – dont la mission est, entre autres, de s'occuper de la réalisation des interviews. Ils partent aujourd'hui à la recherche des candidats potentiels – retraités ou actifs – susceptibles d'être interrogés. Des questionnaires-types adaptés aux différentes catégories socioprofessionnelles ont entre-temps été élaborés afin de faciliter à la fois la mise en série des informations collectionnées et leur exploitation ultérieure. Avant de réaliser l'enregistrement d'un entretien, les chercheurs passent le questionnaire en revue avec le témoin. Ils lui expliquent les modalités relatives à la protection des données privées et la question des droits d'auteur. Une fois l'interview réalisée, ils confectionnent une transcription écrite qui est ensuite approuvée ou, le cas échéant, amendée par le témoin. Celui-ci reçoit finalement une copie de la version définitivement arrêtée ; un exemplaire identique est déposé aux Archives nationales pour conservation. Afin de donner désormais un début de réalisation concrète à ce projet d'histoire orale, les chercheurs ont lancé un appel à contribution à tou(te)s les intéressé(e)s [pour de plus amples informations, voir l'annonce ci-dessous].

Un troisième volet du projet consiste en la compilation d'une base de données renfermant des fiches biographiques consacrées aux ingénieurs, directeurs et administrateurs des différentes sociétés métallurgiques autrefois actives dans notre pays, respectivement des cadres supérieurs occupés par elles dans les filiales luxembourgeoises à l'étranger. Actuellement près de 1.100 fiches plus ou moins bien

Source : Archives Paul Wurth SA



garnies ont déjà pu être élaborées. Elles renferment des données sommaires ciblées essentiellement sur les études et la carrière professionnelle des individus répertoriés. Le but de l'opération est double. D'une part, il s'agit de faciliter la recherche en ce sens que l'historien, qui retrouve dans les cartons d'archives un document signé par une telle personne X, n'a plus besoin de faire de longues recherches pour savoir à qui il a affaire ; d'autre part, l'objectif est de jeter à moyen terme les fondements a) d'une enquête sociologique du milieu des cadres supérieurs actifs au Grand-Duché et b) d'un dictionnaire biographique des ingénieurs et industriels luxembourgeois du XIXe et du XXe siècle. Une fiche biographique modèle peut être ordonnée par courriel

au crs@cere.etat.lu ou par téléphone au 247-82290.

Le quatrième et dernier pan du projet comprend les travaux de recherche que se proposent de réaliser la vingtaine de chercheurs qui se sont actuellement associés à Terres rouges. Cette équipe se compose de personnes issues tantôt du secteur public tantôt du secteur privé ; elle se distingue en outre par son caractère pluridisciplinaire très prononcé, car on y retrouve côte à côte des historiens, des ingénieurs, des géographes, des linguistes et des banquiers, etc. Les sujets de leurs enquêtes sont aussi variables que leurs métiers. Les passionnés de l'histoire sidérurgique du Luxembourg pourront s'en convaincre prochainement. Il est en

effet prévu de sortir le premier fascicule d'une série de publications vers le tournant de 2008/09. Il comprendra des articles traitant des thèmes aussi variés que les Ostarbeiter qui travaillaient dans nos usines entre 1942 et 1944, les billets de nécessité (Notgeld) émis par les sociétés métallurgiques à l'issue de la Première Guerre mondiale, la sidérurgie dans la littérature nationale et les inventaires des livres de correspondance de l'ancienne forge d'Eich. Un deuxième numéro est programmé pour mars/avril 2009. Il contiendra notamment un long article sur le brevet Thomas et ses applications au Luxembourg ainsi qu'une contribution consacrée aux efforts de cartellisation de la sidérurgie européenne au cours des années 1960. □



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Archives nationales



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Centre d'études et de recherches européennes
Robert Schuman

Appel à contribution

Mineurs de fond et sidérurgistes d'antan et du présent: Vos témoignages nous intéressent !

Dans le cadre du projet de recherche *Terres rouges - Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*, les Archives nationales de Luxembourg et le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE) se proposent d'interviewer de façon systématique des ouvriers, contremaîtres, ingénieurs, directeurs et tout autre acteur – retraité ou actif – du secteur sidérurgique et minier luxembourgeois.

Revisiter un chapitre fondamental de notre histoire industrielle à travers ceux qui l'ont forgée grâce à leur dévouement et leur savoir-faire - voilà le principe-clé des témoignages oraux.

Le vécu des acteurs plongés dans l'univers de la minette, du fer et de l'acier enrichit la recherche historique d'une manière substantielle. En effet les souvenirs de tout un chacun apportent un regard direct et vivant sur l'évolution d'un secteur industriel rythmant le destin socio-économique du Luxembourg.

Si ce programme d'histoire orale retient votre attention, n'hésitez pas à contacter Corinne Schroeder et Michel Kohl:

CERE
4, rue Jules Wilhelm
L-2728 Luxembourg

Téléphone: 247-82290 ou 247-82295
Téléfax : 42 27 97
corinne.schroeder@cere.etat.lu
michel.kohl@cere.etat.lu

C'est avec grand plaisir qu'ils vous fourniront de plus amples renseignements sur la réalisation concrète des interviews et/ou des fiches biographiques.